

Guy Labertit

Anticolonialement vôtre !

AUTOBIOGRAPHIE
D'UN MILITANT POLITIQUE

Karthala

La vie se vit imprévisible. Celle de Guy Labertit balbutie près du port de Bordeaux. Le port de la lune, aujourd'hui patrimoine mondial de l'Unesco, s'est nourri du trafic des esclaves. Port négrier, il devient un des poumons de l'empire colonial vers l'Afrique, la Caraïbe, l'océan Indien le Pacifique.

Dans les années 1970, le campus cosmopolite de la ville est le reflet de ce passé. Passé ? Pas si sûr quand on vit aujourd'hui la lutte du peuple kanak dans le Pacifique, l'abrogation du droit du sol à Mayotte, département français arraché à l'ensemble des Comores. Pas si sûr quand la France doit retirer ses troupes du Sahel dans une Afrique qui remet en cause un franc CFA, vestige financier du temps des colonies qui contribue à bloquer son développement. C'est sur ce campus qu'il partage avec des étudiants d'Afrique et de la Caraïbe, les aspirations des peuples qui ne veulent plus voir leur Histoire confisquée par la France et les anciennes puissances impériales. Ces actions de solidarité internationale prélude à son engagement politique qui le voit notamment fréquenter Thomas Sankara, Jean-Marie Tjibaou, éclairs dans les cieux d'Afrique et du Pacifique.

Cette vie est celle d'une génération de tous les continents, gonflée d'espairs après l'explosion de mai 1968. Elle veut réparer un monde fondé sur la domination des puissants. Une vie de convictions qui a fait de lui une sorte d'OVNI dans l'univers politique d'une France où se tapit encore souvent dans le coin des têtes une mentalité coloniale.

Guy Labertit, ancien secrétaire national du Parti socialiste unifié (PSU) chargé des relations internationales et des questions de Défense (1986-1989), devient membre du secrétariat international du Parti socialiste en 1991. Il noue, dès le PSU, de solides liens avec la mouvance anticolonialiste dans la Caraïbe et le Pacifique et, entre autres, à travers la Fondation Jean Jaurès, avec la gauche africaine en lutte pour le multipartisme et la démocratie dans les années 1990 et 2000. Il est l'auteur de trois ouvrages *Adieu Abidjan sur Seine* (2008), *Côte d'Ivoire, sur le sentier de la paix* (2010), *Ibni, une vie politique assassinée au Tchad* (2013).

25 €

ISBN : 978-2-38409-239-0



ANTICOLONIALEMENT VÔTRE !

AUTOBIOGRAPHIE D'UN MILITANT POLITIQUE

Visitez notre site :
www.karthala.com
Paiement sécurisé

© Éditions KARTHALA, 2024
ISBN : 978-2-38409-239-0

Guy Labertit

Anticolonialement vôtre !

**Autobiographie
d'un militant politique**

**Éditions KARTHALA
22-24, bd Arago
75013 Paris**

DU MÊME AUTEUR

Adieu, Abidjan-sur-Seine ! Les coulisses du conflit ivoirien,
Éditions Autres Temps, 2008.

Côte d'Ivoire, sur le sentier de la paix, Éditions Autres Temps,
2010.

Ibni (1949-2008), une vie politique assassinée au Tchad, Les
Éditions du Gri-gri, 2013.

*À mes parents, ma mère Marthe et mon père Jean,
dont l'ouverture d'esprit et la droiture ont inspiré ma route.*

La vie se vit, imprévisible...

« Toutes les nations occidentales se sont empêtrées
dans un mensonge,
Celui de leur prétendu humanisme ;
Ce qui veut dire que leur histoire n'a aucune justification morale
Que l'Occident n'a aucune autorité morale »

I'am not your Negro, James Baldwin

« Nul ne vit jamais au-dessus de la mêlée :
Ne pas choisir est un choix, Ne pas trancher, un geste
Ne pas prendre position, un parti nul,
jamais n'écrit le cœur sec, scribe sans affect,
greffier hors les murs... »

Kanaky, Joseph Andras

La route de la vie

La route abrupte de la vie étire ses lacets d'ennui
vers le sommet de l'impossible.
Déçu l'espoir, morte l'envie de vrais bonheurs mal assouvis :
la vie est incompréhensible.

Arrête un peu de déprimer, l'idéal sert à imprimer
au quotidien l'inaccessible.
Ouvre les yeux, sors de ta cour, le goût de l'autre est ton parcours
sur cette terre indivisible.

La route ouverte de la vie déroule ses lacets d'envie
vers l'horizon du tout possible.
Debout l'espoir, vif le désir de vrais bonheurs doux à saisir :
la vie se vit imprévisible

Ensemble on va bouger la vie, pousser les bornes de l'ennui
hors du champ de nos pas paisibles.
Solidaire est notre destin : nous partageons la même faim de vrais
bonheurs, irrépressible.

La route ouverte de la vie enroule ses lacets d'envie
vers le sommet du tout possible.

Radieux l'espoir, fou le désir de vrais bonheurs prêts à cueillir :
la vie se vit imprévisible.

Ensemble on va goûter la vie boutant les bornes de l'ennui
hors du champ de nos pas paisibles.

Solidaire est notre destin : partageons le même festin
de vrais bonheurs inextinguibles.

La route ouverte de la vie déroule ses lacets d'envie :
la vie se vit imprévisible.

1

Lueurs d'Afrique

Cavignac

Sur une étagère de bois au-dessus de la table ronde trône l'énorme poste de radio. Ma mère repasse avec ses lourds fers de fonte d'un autre âge, pré-Calor, pré-Rowenta. La vaste cuisine, pavée de grands carreaux ocres ébréchés est le cœur de notre vie familiale. C'est là-bas que mes frères et moi sommes relégués lorsque d'interminables fous rires nous saisissent, au grand agacement de mon père. Ils nous excluent de l'imposante table où nous prenons nos repas en silence, car la radio, quand elle est allumée, règne.

Dans ces années 1950, la radio est notre lien au monde. Cavignac est un petit village perdu au nord de la Gironde. Mon père, maréchal des logis-chef depuis 1947, commande la gendarmerie de ce gros bourg d'un millier d'habitants, notre univers. Bordeaux, à quelque quarante kilomètres plus au sud, est l'objet de nos rêves et fantasmes de petits campagnards...

Chaque soir, avant « la minute de Saint Granier », chroniqueur bonasse en vogue sur Paris-Inter à l'époque de la RTF, l'émission régionale nous informe des mouvements du port de Bordeaux. Elle

précise les lieux et heures d'embauche des dockers le lendemain au petit matin. Le journaliste égrène le nom de villes portuaires d'Afrique vers lesquelles s'engagent les cargos de voyageurs et de marchandises en quittant les quais du Port de la Lune (on surnomme Bordeaux ainsi) bouffi de sa tradition coloniale. C'est ainsi que résonnent à mes oreilles de gosse de six ou sept ans des noms magiques : Dakar, Conakry, Abidjan... Ils se sont à jamais gravés dans ma tête d'enfant plutôt timide et sage.

Conakry va s'y incruster plus encore lorsqu'un supérieur hiérarchique de mon père (le capitaine Fradel) y est affecté. C'était avant le « non » retentissant de Sékou Touré à De Gaulle qui n'avait pas encore intégré l'inéluctabilité des indépendances des pays d'Afrique. La guerre d'Algérie est encore réduite au terme « d'événements ». Ce capitaine affable et rigoureux auquel mon communiste de père (dans le secret de l'isolement) voue un grand respect lui a écrit de le rejoindre en Afrique. Ancien ouvrier sandalier réduit au chômage, mon père entre en 1934 dans la gendarmerie. Il est un homme de gauche, sans doute peu enclin à vivre la fin des aventures coloniales de la France sur ce continent, il refuse.

Pendant ces années 1950, dans le cadre de l'Alliance atlantique, l'armée américaine est très présente en France à travers ses bases et camps militaires. Cavignac est à une quinzaine de kilomètres au sud du camp de Bussac, dédié aux activités d'intendance. D'interminables convois d'imposants camions militaires GMC, parfois pilotés par des Afro-Américains (une vraie sensation dans la France profonde pour la foule de curieux massés sur les trottoirs) traversent régulièrement notre village. Il arrive que des familles de soldats blancs, à bord de leurs Dodge, Pontiac, Cadillac ou autres belles américaines viennent faire le plein de carburant à la station Esso que tient le fils Dubois, à cinquante mètres de la gendarmerie. C'est un moment d'excitation intense pour nous, gosses de cinq ou six ans. C'est l'occasion d'approcher les amerloques, comme on dit entre nous, leurs voitures de rêve, et de récupérer souvent à la volée des plaquettes de chewing-gum et des friandises chocolatées, négligemment jetées par les fenêtres.

Le fil tenu avec l'Afrique, tissé par la magie de la radiophonie, se consolide à Bordeaux même, lors de mes passages au magasin du 23 Cours de la Martinique. Là, mon grand-oncle Guillaume dit Hector estampille les bouchons des grands châteaux de vin de Bordeaux, assisté de sa belle-sœur Maria. L'odeur de liège brûlé, la pénombre de l'atelier, les repas rapides sur la table de fer pliante sur laquelle la belle-sœur du « patron » nous sert ses rituelles sardines à l'huile rehaussées de brins d'échalote sont autant d'images et de sensations qui habitent encore ma mémoire.

Mais pour moi, ce magasin est aussi et surtout attaché au point de départ des cargos pour les grands ports d'Afrique cités chaque soir à la radio. Il est là, tout proche, le port. À peine plus de cent mètres nous séparent du Quai des Chartrons. Les façades noircies par des années de pollution cachent leurs riches sculptures séparant chaque rangée de fenêtres-balcons. Écho douloureux de l'histoire de cette ville dont l'opulence s'est nourrie du trafic d'esclaves et de l'exploitation des colonies.

En longeant les quais jusqu'au Pont de pierre napoléonien, la fin de la courbe majestueuse d'une Garonne étale, mais boueuse, les hautes grilles de l'enceinte du port, l'enfilade jusqu'au bassin à flot d'une vingtaine de hangars, imposants et inélégants parallélépipèdes, laissent à peine entrevoir les bateaux accostés le long du fleuve.

Avec en toile de fond les flèches de l'église Saint-Louis des Chartrons (refuge physique et spirituel dominical des bourgeois et négociants) ce port est pour moi une mystérieuse et fascinante cité interdite. Elle grouille de vie, hérissée des grues d'acier qui défient de leur hauteur les lourds nuages de pluie. C'est un étouffant entassement, de fer, de bois, de cordages, de madriers, de poutrelles, de sirènes, de cris, nimbé de poussière ou de boue. Sur les rails (la rouille ne les ronge pas encore) glissent lentement les wagons de marchandises à peine débarquées de cargos encore essoufflés. Des chevaux massifs attendent impassibles leurs maîtres, rivés à des charrettes garnies de lourdes barriques de vin. Entre les entrepôts de bois et les produits tropicaux, j'imagine les queues des derniers

voyageurs en partance pour l'Afrique s'étirant jusqu'aux embarcadères... En toute fin d'après-midi, avec ma mère et Bernard (un de mes frères), je repars de la gare routière de la rue Lafaurie Monbadon, pour retrouver le soir venu mon village familial déjà assoupi. Une bonne heure d'autocar de la société Bimes (concurrente de la CITRAM) sépare ces deux univers que relient les autobus beiges ou bleus, cahotant chaque jour entre vignes et platanes soigneusement ordonnés le long de la route nationale 10.

Pour mon père, Cavignac est une affectation punitive due à l'irascible colonel Mater. Il n'appréciait sans doute pas le profond respect que mon père avait de l'intérêt général et du service de l'État. À cause de son passé ouvrier, sa bienveillance et son humanisme étaient suspects. Bref, mon père a dû attendre onze ans (le temps que le colonel Mater fasse valoir ses droits à la retraite) avant de connaître une nouvelle affectation liée à sa promotion au grade d'adjudant !

Pessac

Je quitte Cavignac à neuf ans. Je regrette déjà les grands moments de la kermesse scolaire où nous étalons sur scène, au propre parfois comme au figuré, nos talents balbutiants d'acteurs. Mon père prend ses nouvelles fonctions à la tête de la brigade de gendarmerie de la commune de Pessac. Nous y arrivons un lundi, le jour où sont fermées les boulangeries. La veille, le camion de déménagement a débarqué nos affaires dans cette banlieue d'environ vingt-cinq mille habitants à l'époque, à côté de Bordeaux, sur la rive gauche de la Garonne. Cette proximité de la métropole d'Aquitaine ruine étrangement à mes yeux l'essentiel de ses charmes, comme si la distance était nécessaire pour en faire un lieu fantasmatique peuplé de mystères.

L'apparition des transistors aux piles miraculeuses n'a pas encore éliminé le gros poste de radio de notre nouvelle cuisine, moins spacieuse. Mais nous avons un élément de confort dont je fais la découverte : l'eau courante. Elle est froide et coule dans l'évier. Elle va réduire les souffrances endurées par ma mère tous

les lundis du temps de Cagnac dans d'épuisantes lessives : nous sommes quatre frères.

Le gros poste radio perd de son pouvoir d'attraction. Il est posé sur une tablette qui accueille à son étage inférieur une pile de journaux, dont *Miroir-Sprint*, et des illustrés comme Pépito ou Tintin, les nouveaux foyers de mon imaginaire. Je n'écoute plus les annonces des activités du port de Bordeaux. Je me prends d'une grande passion (incarnée par le champion landais André Darrigade) pour les compétitions cyclistes.

Le cadeau suprême d'une bicyclette « demi-course » pour mes treize ans me libère de trois ans d'internat que j'ai très mal accepté au lycée de Talence. Dans cette ambiance pas toujours tendre de préadolescents, mes bons résultats scolaires et une humeur égale me valent une appréciable tranquillité, malgré ma timidité qu'accroît mon état de « binoclard ». La proximité d'un camarade très doué en rédaction, mais un peu mythomane (il m'affirme écrire une pièce intitulée *Les aveux de Marie Stuart* !) m'incite à me créer mon petit univers onirique bien loin de mon engouement pour l'effort physique. Désormais demi-pensionnaire, l'aller-retour quotidien Pessac-Talence à vélo n'est qu'un aimable échauffement au regard de mes randonnées d'une cinquantaine de kilomètres que je multiplie pendant les vacances scolaires. Mon frère Claude (norman) me fait découvrir très jeune Arthur Rimbaud, Guillaume Apollinaire, Paul Verlaine... Il est beaucoup moins sportif que moi. Sur l'électrophone Teppaz, les 45 tours de Georges Brassens, Édith Piaf, plus rarement ceux de Jacques Brel ou de Léo Ferré ou le *Hit the Road Jack* de Ray Charles tournent plus que de raison.

Pendant mes trois années d'internat, en tant que benjamin de la fratrie, j'ai eu la chance (même si je ne l'ai pas appréciée d'emblée) de suivre les cours particuliers de Monsieur Chapuzet, un professeur de solfège et de piano. Il est aveugle, plutôt austère et exigeant. Son oreille lui permet de déceler si je me suis rongé les ongles lorsque j'attaque trop mollement une note piquée. Alors, il s'arme d'un crayon et en appuie le manche sur le bout du doigt coupable. Cette punition fréquente me dégoûte peu à peu de l'apprentissage

musical. Je renonce définitivement aux leçons à la fin de ma période d'internat, mais continue de jouer sur le piano d'étude bon marché de la maison, autre sacrifice des parents pour le petit dernier.

Enfant, j'ai pris l'habitude de chanter à la fin des repas de famille. Vers onze ou douze ans, j'ai même l'audace de participer aux radio-crochets des fêtes de quartier à Pessac... Renonçant à poursuivre mes premiers pas dans la musique classique, je me contente désormais d'accompagner mes premiers poèmes ou jouer les chansons à succès du moment. Je compose une quinzaine de chansons et je tente même une audition à L'Onyx, un cabaret de Bordeaux qui vient d'ouvrir, rue Camille Sauvageau, entre le quartier Saint-Michel et les Capucins. Très déçu de ne pas être engagé, je n'en continue pas moins de jouer à l'auteur-compositeur-interprète...

Espagnol

Mes six années d'études « modernes », au lycée d'État mixte de Talence, font la part belle aux mathématiques et à la physique. Curieusement, elles me conduisent vers un baccalauréat de la série philosophie. Je l'obtiens à l'été 1966 et me trouve dans un véritable embarras. Que faire après ? Deux ans auparavant, au grand dépit de mon père, j'ai refusé de rejoindre l'École normale d'instituteurs de la Gironde après avoir été reçu au concours. Mon frère Claude a suivi ce cursus qui de fait empêche l'accès à l'université à cette époque. Il m'a alors conseillé de poursuivre des études en faculté pour enseigner en lycée. À dix-sept ans, je n'ai aucune autre ouverture que celle qu'il me suggère fraternellement. Je choisis l'espagnol.

Un an plus tôt, lors de cours de vacances donnés à Gijon, plage et port des Asturies sur la côte atlantique, j'ai découvert ce pays voisin qu'est l'Espagne. Passée la ville frontière française d'Hendaye et ses villas blanches plutôt riantes aux volets rouges ou verts, j'ai gardé un souvenir sinistre de cet espace gris de fumée, de l'enchevêtrement de rails, d'obscur et sales bâtisses sur les trois premiers kilomètres du territoire espagnol jusqu'à Irun. À cette première

étape, pullulent sur les quais les ridicules tricornes de la guardia civil, leurs uniformes vert olive bardés du cuir noir luisant de leurs ceinturons et de leurs bottes impeccablement cirées. Ça suinte la terreur dans ce pays étouffé par un quart de siècle de dictature franquiste. Mais je dois reconnaître qu'à seize ans, adolescent réservé derrière d'épaisses lunettes de myope, j'ai là une belle occasion d'essayer de découvrir la « vie ». L'Ateneo de Gijon, bar-restaurant chaleureux dont les gérants nous invitent à goûter les fabadas ; les plages cantabriques un peu grises aux eaux froides ; les balades avec des copains de lycée entassés dans une Seat 600 de location. On sillonne les routes pentues et verdoyantes des pics d'Europe dans les Asturies. Les angoisses poisseuses de la frontière sont effacées.

La faculté et Mai 68

Étudiant depuis l'automne 1966, je fréquente l'Institut d'études ibériques et ibéro-américaines de Bordeaux. Le bâtiment est planté dans l'enceinte du lycée de Talence.

Je change de statut, mais reste dans le même lieu. Je suis à l'écart du campus que je vais découvrir véritablement avec les « événements de mai 68 ». Le directeur de l'Institut, Noël Salomon, la cinquantaine déjà grisonnante, petit de taille, a une très forte personnalité. Venu de Bretagne, cet hispaniste respecté a choisi d'écarter de sa carrière d'universitaire les lambris et les honneurs de la Sorbonne. Il règne à Bordeaux par la rigueur et la qualité de ses recherches en ne cédant rien à ses engagements communistes. Ils ont été marqués par les brigades internationales de la guerre civile espagnole, la Résistance à l'occupation nazie, les plasticages de l'OAS dont il a été victime pendant la guerre d'Algérie. Il va incarner plus tard la lutte assumée du Parti communiste contre le « gauchisme » du mouvement de 1968, et, presque au terme de sa vie, lors d'une mission universitaire, il est victime d'une rocambolesque tentative d'enlèvement en Argentine en octobre 1975. À quelques mois de leur coup d'État, les généraux se sentent pousser des ailes et vont imposer à ce pays un régime de plomb et de sang après l'écrasement de la gauche par l'armée au Chili en 1973.

Dans les premiers jours de mai 1968, je suis élu, par une assemblée générale réunie en amphithéâtre. Je représente les étudiants de deuxième année (environ deux cents) de l'Institut ibérique. Plutôt discret, on ne me soupçonne pas d'être prêt à adhérer à l'Union nationale des étudiants de France, l'UNEF qui tient (si j'ose dire) le haut du pavé à Paris comme à Bordeaux. Je n'ai d'ailleurs pas quitté les cours pour protester contre la répression des manifestations estudiantines parisiennes du 3 mai, mais je participe au défilé monumental du 13 qui s'achève à la Place de la Victoire ! Par mon prosélytisme de nouveau militant, j'ai dû décevoir nombre de celles et de ceux qui m'ont choisi pour ma modération supposée.

Les rassemblements et manifestations de rue se succèdent au centre de Bordeaux, non loin du siège de l'AGEB-UNEF, cours Alsace-Lorraine, près de la Place Pey-Berland. C'est là qu'éclatent les premières grenades des CRS. Avec les lacrymogènes, ils tentent d'étouffer un insaisissable souffle libertaire qui enveloppe universités, usines et bureaux. L'occupation du Grand Théâtre de Bordeaux, le 23 mai, me permet de découvrir les sublimes intérieurs de ce haut lieu d'une culture que nous jugeons bourgeoise. Je vois en chair et en os le préfet Gabriel Delaunay dont l'habile intervention teintée de radicalisme gascon conduit à une évacuation des lieux dans le calme.

En juin, comme dans toutes les facultés de France, les examens n'ont pu être organisés à l'Institut ibérique. Il est alors interdit d'interdire et nos élans anarchistes, situationnistes, trotskystes, ou marxistes-léninistes bousculent les journées et soirées, voire les nuits enfiévrées des enseignants communistes orthodoxes très présents sur le terrain. Pour leur part, les conservateurs, gaullistes et autres réactionnaires ont disparu des sphères littéraires pour mieux résister, voire échapper à nos harangues dans les amphis de droit ou de médecine. Ces aspirations révolutionnaires que nous vivons de façon si intense (d'autres les qualifient de diktats d'enragés) vont mener à la mise en place de commissions paritaires étudiants/professeurs, sous le doux vocable de cogestion...

Dans ce cadre, je participe activement à la discussion sur les modalités des examens reportés à l'automne.

Quelques situations exceptionnelles sont réglées dès la fin du mois de juin. Nous traitons aussi de l'organisation des enseignements à venir. Les cours magistraux ont été vivement critiqués et d'innombrables exposés préparés par les étudiants sont à nos yeux leur complément indispensable qu'il nous faut imposer. Nous avons arraché cet acquis dans nos discussions avec les professeurs. Mais, dès la rentrée, le sourire en coin, ils nous attendent, nous, les « agitateurs », lors de la répartition des thèmes à traiter en amphis ou en travaux pratiques... J'ai dû préparer plus d'une dizaine de ces exposés pour assumer mon engagement naissant !

Jusqu'au début du mois de juillet se multiplient les assemblées générales tumultueuses et passionnées, les va-et-vient entre l'Institut ibérique et le campus. La nouvelle faculté des Lettres de Bordeaux 3 est occupée nuit et jour. Dans un couloir, je m'essaie à chanter mes premières compositions en m'accompagnant d'un piano un peu désaccordé que le hasard a posé là.

Incarnation d'Afrique

La rentrée universitaire de 1968 se tient en janvier 1969. Je suis désormais en année de licence. En tant que membre des commissions paritaires, je dois rencontrer un étudiant en espagnol d'origine voltaïque. Il vient d'arriver à l'université de Bordeaux avec quelques jours de retard. Il a toutefois pu s'inscrire dans les deux certificats de licence que je prépare et je dois l'informer des programmes et emplois du temps ainsi que des évolutions définies en commissions paritaires. Un début d'après-midi de la fin janvier, nous avons rendez-vous à la bibliothèque de l'Institut. J'en suis informé par monsieur Carvalho, un lecteur brésilien fervent admirateur de l'immense écrivain Jorge Amado (son compatriote) dont le *Cravo e canela* est au programme du certificat Amérique latine.

Il m'attend, debout, au milieu de cette austère salle à peu près vide. Il est devant le haut meuble de bois verni avec ses petits

tiroirs où dorment les fichiers de l'ensemble des ouvrages qui nous sont accessibles. Sourire, ferme poignée de main. Il est grand, mince et réservé. Je me présente en lui souhaitant la bienvenue à Bordeaux. Oualian Jean-Baptiste Noaga est de Haute-Volta, mais il vient de Dakar où il a fait son premier cycle universitaire d'espagnol.

Oubliées les ambitions d'être champion cycliste, balayés les poèmes et chansons, le temps des élans révolutionnaires de mai 1968 s'imposent. Ils vont bouleverser mon avenir. Je fais la rencontre décisive qui redonne vie de façon fulgurante aux lueurs oniriques d'Afrique de ma petite enfance.

2

La Tricontinentale, le temps des campus

JB et la Haute-Volta

Devenu militant convaincu de l'UNEF, je participe (à l'occasion du 21 février, dite « journée anti-impérialiste ») à une rencontre organisée au centre-ville de Bordeaux par le Comité de liaison des étudiants d'outre-mer, le CLEOM. J'entre dans la salle et aperçois sa silhouette élancée qui se découpe derrière le micro au centre de la tribune ! Absent des amphithéâtres (je ne le croise guère en cours) et des TD, il satisfait, de sa voix grave et déterminée, à ses obligations d'étudiant révolutionnaire professionnel...

Il me salue chaleureusement à la fin de la réunion, heureux de me retrouver dans cette ambiance militante internationaliste où je plonge et vais désormais évoluer avec bonheur. Il me propose de nous retrouver sur le campus, cette fois pour des échanges politiques.

Il loge chambre 106 au bâtiment A du village 1, à Talence. Les 400 FF de sa bourse de l'OCAU sont parfois versés avec retard ou bien s'évaporent purement et simplement, la faute aux dettes. Cela motive de récurrentes occupations des locaux de l'OCAU, près de la Place de la Victoire au cœur de Bordeaux.

À la fin de ce mois de février 1969, me voici à l'intérieur de la A 106 ! Jean-Baptiste me propose un « café turc ». Dubitatif, j'accepte... Il verse un peu de poudre de Nescafé imbibée de quelques gouttes d'eau au fond d'une tasse et il tourne frénétiquement une petite cuillère, tandis qu'une casserole émaillée se tremousse sur un mini réchaud Butagaz bleu. Le chuintement de l'eau bouillante versée sur le produit de ses efforts et une mousse épaisse coiffe le café « turc » précurseur de nos Nespresso crémeux d'aujourd'hui !

Cette préparation devient un rituel. Elle va ponctuer nos très longues conversations, nourries, pour l'essentiel, de son vécu quotidien au village ou à Ouagadougou et de son engagement politique dès sa prime jeunesse. Je n'ai pas vingt ans, lui en a déjà vingt-sept. Il est « né vers » la fin de l'année 1941 à Tilga, centre nord du pays, près de Boulsa, chef-lieu de province qu'il évoque souvent dans nos échanges. Il me parle aussi de Tougouri, dans le cercle de Kaya, une centaine de kilomètres au nord-est de Ouagadougou.

C'est donc à Tougouri que le tout jeune Noaga Oualian est scolarisé dès la construction d'une première école primaire vers la fin des années 1940. Il doit cette faveur à sa naissance. Selon ce qu'il me dit, dans la société très hiérarchisée du pays mossi, Noaga est le fils aîné du chef du village (de la lignée des princes Kafando) et de sa première épouse. Il en a de nombreuses, mais Oualian, autant que je me souviens, est hostile à toute forme de polygamie et refuse de succéder à son père à la tête du village quand ce dernier disparaît dans les années 1950. Pendant sa scolarité, loin du village, sous l'influence d'un de ses instituteurs, il devient catholique de fait, avec pour nouveau prénom Jean-Baptiste. Cela l'exonère des règles du lévirat (coutume imposant d'épouser la femme de son frère défunt) et de l'obligation de polygamie. Officiellement baptisé à Ouagadougou, il fréquente le lycée Philippe Zinda Kaboré à partir du milieu des années 1950. Je crois me souvenir que dès la classe de quatrième, son professeur d'espagnol, un toubab du sud-ouest de la France, lui donne le goût de cette discipline.

Grâce à lui, je découvre peu à peu les us et coutumes de la société mossi où la lignée des chefs traditionnels Moro Naba joue un rôle politique de premier ordre qui ne va pas du tout dans le sens de l'émancipation des masses chère à nos engagements militants. Fils de chef, Jean-Baptiste me révèle le sens des scarifications des visages, me dévoile les mystères de l'initiation, me décrit la sortie des masques au rythme des saisons et pratiques sociales.

Dès le lycée Zinda Kaboré de Ouagadougou, il se distingue par son esprit revendicatif. C'est tout naturellement qu'il participe à Dakar aux activités des structures syndicales étudiantes voltaïques. Nanti d'une première bourse, il y est arrivé à la rentrée de septembre 1964. En liaison avec celles de France, ces syndicats forment l'Union générale des étudiants voltaïques, alors dans la clandestinité. La chute du président Kwamé N'Krumah (après un coup d'État militaire au Ghana en 1966) radicalise ses engagements. Il devient un des responsables de l'Union des étudiants de Dakar tout en animant (me dit-il) la section voltaïque de Dakar du Parti africain de l'indépendance, parti communiste de la Haute-Volta.

Il me raconte son « 1968 » à lui, à Dakar, dans le Sénégal du président Senghor. Comme tous les étudiants (Sénégalais ou étrangers), il est gagné par une ferveur révolutionnaire coupable pour les autorités. Il est renvoyé vers son pays d'origine par décision d'un chef d'État dont les talents de poète ont toujours contribué à faire oublier à l'extérieur du Sénégal ses réflexes politiques autoritaires et ses pratiques répressives. L'étranger est souvent le bouc émissaire et je lui rappelle notre « *nous sommes tous des Juifs allemands* » scandé lors des manifestations en France après l'expulsion de Daniel Cohn-Bendit.

Ces désagréments (parmi d'autres) expliquent l'installation tardive de Jean-Baptiste dans l'académie de Bordeaux. Avec Marseille, cette ville accueille une bonne partie des étudiants africains, tradition coloniale oblige. De toutes les façons, il n'y a pas d'établissements d'enseignement supérieur en Afrique. Au départ, une bourse mensuelle lui est allouée et reconduite sur la base de la

réussite aux examens, ce qui va fragiliser le statut d'« étudiant révolutionnaire professionnel » dont se prévaut JB lors de conversations enflammées : c'est le risque assumé du métier.

Tout juste arrivé au Port de la Lune (souvenez-vous, on sur-nomme ainsi Bordeaux), ce syndicaliste chevronné, très politique, porte haut le drapeau du marxisme-léninisme. Il a déjà opté pour la Chine contre l'URSS dans la crise qui déchire le monde communiste. Il participe à la direction de la section académique de Bordeaux de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France.

La FEANF

Fondée en 1950 après deux congrès réunis à Lyon et... à Bordeaux, l'historique FEANF (Fédération des étudiants d'Afrique noire de France) regroupe l'ensemble des associations d'étudiants africains en France. À sa création, elle se consacre à la défense d'intérêts corporatistes et à des activités culturelles. Mais le déclenchement de la guerre d'Algérie en novembre 1954, les premiers mouvements de résistance armés ou clandestins dans les colonies françaises sonnent l'émergence des « damnés de la terre », avec la tenue, en avril 1955, de la conférence de Bandung. Elle rassemble en Indonésie une trentaine de pays non alignés et va peser sur le destin de la Fédération. Elle est à la pointe du mouvement anticolonialiste et poursuit son action radicale après les « indépendances formelles », formule consacrée des années 1960.

J'ai bien en tête le sort tragique de Patrice Émery Lumumba au Congo-Kinshasa. Les images de son arrestation brutale (rapportées dans les « actualités » de la Gaumont qui précèdent la projection des films au cinéma) ont marqué mon esprit de jeune lycéen. Mais JB me fait découvrir la guerre cachée menée par la France au Cameroun depuis les années 1950. Il me fait connaître les grandes figures de l'Union des populations du Cameroun (UPC) comme son secrétaire général Ruben Um Nyobè, traqué par les militaires français et assassiné en septembre 1958 dans les maquis. Deux ans après, un agent franco-suisse du SDECE, service de contre-

espionnage français, ancêtre de la DGSE, empoisonne son successeur, le médecin Félix Moumié dans un restaurant de Genève. Osendé Afana, ancien responsable de la FEANF, est lui aussi tué dans les maquis en mars 1966. En janvier 1971, le régime Ahidjo exécute aussi en public sur une place de Bafoussam, Ernest Wandji, dernier dirigeant de la lutte armée du peuple camerounais. Moins d'un mois plus tard, Pompidou est reçu en grande pompe, flanqué d'un certain Jacques Foccart...

Chambre A 106

Pendant cette brève année universitaire, quand les emplois du temps le permettent, je retrouve mon ami vers treize heures trente dans sa chambre, juste après la sortie du restau U. Je suis accompagné de deux ou trois camarades, Marie-Claire, un autre Guy, et Jacques, de la section d'espagnol et de l'Institut d'études politiques. Souvent, JB se réveille à peine, car il occupe ses nuits à lire (et relire sans doute) les grands classiques de Marx, Engels ou Lénine. Pour être complet, je me dois d'ajouter Staline et nos contemporains d'alors, Mao et Enver Hodja qui conduisent en Chine et en Albanie de tragiques processus révolutionnaires.

Dans les villes universitaires d'après soixante-huit, ces lectures nourrissent des débats théoriques débridés... surtout si se trouvent réunis des trotskistes de toutes tendances ou de plus rares anarchistes, ce qui complique les échanges.

Ces visites de la mi-journée s'achèvent vers 15 h et se renouvellent parfois le soir de 20 heures « jusqu'à fatigués » comme s'exclame JB pour dire « jusqu'à épuisement total ». Quand nous sommes entre nous, pas de débats politiques oiseux à vocation pédagogique. Le décor et l'ambiance sont immuables. Assis au bord du lit étroit ou sur les deux chaises disponibles, nimbés de la fumée de nos cigarettes qui s'impose à la timide ouverture de la fenêtre, nous préparons les « cafés turcs » façon JB autour du petit réchaud Butagaz bleu toujours posé à même le sol. Voilà pour le décor !

Côté ambiance, nous partageons la voix forte et chaude de la Sud-Africaine Myriam Makéba, exilée dans la Guinée de Sékou Touré, mais qui promène son tube *Pata Pata* (récemment repris par Angélique Kidjo) sur la terre entière. Il y a aussi la voix saccadée et révoltée ou soudain apaisée d'un James Brown et son *It's a man's, man's, man's world*, ou encore celle si enjouée et libératrice du Congolais Franklin Boukaka, assassiné dans son pays à 32 ans, en 1972. Des *Immortels* à *Ayé Africa* en passant par *Le bûcheron* ou *Pont sur le Congo*, son principal crime est dans l'enregistrement de rumbas trop subversives. L'afrobeat est aussi de la partie avec le Nigérian Féla Anikulapo Kuti qui à la tête de son Mouvement du Peuple défie les autorités militaires du pays depuis sa Kalakuta Republik, au cœur de Lagos. Après la sortie de son album *Zombie*, les militaires l'incendient quelques années plus tard, en 1977, rasant tous les studios, preuve que sa musique est vécue comme une redoutable arme politique.

Dans cette chambre A 106, l'aiguille du bras du tourne-disque se pose aussi souvent sur les 33 tours du Bembeya jazz de Guinée. Ce groupe alterne les récits empreints de solennité et les échos mélancoliques de musique mandingue qui idéalisent la tragique épopée de Samory Touré. Ce commerçant devenu guerrier, adoptant le titre d'Almamy, prend la tête de l'empire Wassoulou. Conquérant et fin diplomate, soucieux de ses intérêts, il résiste habilement (notamment en négociant ses armes avec les Britanniques) au colonialisme français qui le défait en 1898. Exilé dans l'actuel Gabon, il y meurt de maladie deux ans plus tard. Le Bembeya Jazz de Guinée fait de Samory un héros sans tache, dans un hommage culturel transparent au président guinéen d'alors, Sékou Touré, dont il se dit qu'il est un arrière-petit-fils. Lui qui a dit non à De Gaulle en 1958, il a dû répondre par la suite à tous les coups bas de la France pour le déstabiliser, ce qui l'a conduit à renforcer un régime dictatorial implacable. En 1969, dans le cadre d'un complot imaginaire, il a broyé son ministre de la Défense nationale et de la Sécurité : Keïta Fodéba.

Pourtant, l'écrivain, poète et danseur a créé en 1950 les ballets africains (qui portent son nom) avant de s'engager corps et âme, à

travers ses fonctions ministérielles, dès 1961, au service de Sékou Touré qui incarne alors la souveraineté de la Guinée et l'émancipation de son peuple... Je conserve toujours le 33 tours des ballets de Keïta Fodéba, écouté, pour la première fois, dans l'atmosphère enfumée de la chambre de JB.

Dominique et le Togo

Un après-midi d'avril, je frappe à la porte de la chambre A 106. Une voix inconnue m'invite à entrer. Je suis surpris de pénétrer dans un espace aéré par la vaste fenêtre largement ouverte, illuminé par un soleil tiède de printemps. Un nouveau ! Un jeune homme, aux solides épaules, me tourne le dos. Il travaille sur un meuble rudimentaire qui tient lieu de bureau. Il se lève et me fait face, trapu, visage rond, sourire affable et voix douce, traînante, légèrement nasillarde. C'est ainsi que je fais la connaissance de Dominique Lantame Zoumaro, étudiant togolais en lettres classiques. Ses études sont un héritage d'un passage au séminaire qui est souvent, dans les années 1950, le passage obligé pour poursuivre ses études quand on est un petit villageois, fils de paysans du nord du Togo. Dans son cas, l'influence idéologique du séminaire Saint-Pierre-Claver de Tokoin n'a pas été vraiment déterminante. Bac en poche en 1964, Dominique débarque à Pau dans le sud-ouest de la Gaule, comme il aime à nommer la France. Il rejoint Bordeaux peu après et s'engage dans l'Association des étudiants et scolaires togolais en France, l'AESTF. Devenu militant actif de la FEANF (trésorier de la section académique), il ne jure que par Trotsky... discrètement, sauf quand il débat avec ce stalinien de JB. Deux frères ennemis, si différents, mais si complices quand il s'agit de l'action syndicale. À la nuit tombée, leurs duels rhétoriques se transforment, en interminables soliloques conclus par un vibrant « *Bon, je fonce !* », et JB qui enfle son manteau, enfonce sur son crâne sa casquette de cuir, constatant que son interlocuteur s'est endormi et qu'il lui faut rejoindre à pied le village 1 de Talence, à l'autre bout du campus.

Dominique adore aussi Georges Brassens, mais sa rigueur, sa détermination, une façon de vivre des plus austères, son horreur de la tabagie, son assiduité universitaire (malgré les nombreux petits boulots) liée à son désir de revenir se fixer au pays le plus vite possible sont sans doute chez lui les vraies traces d'un passé de séminariste avec lequel il entretient une relation complexe. Nous militons et travaillons ensemble sur le campus dans sa chambre d'étudiant, la B28 du village 3. Mes pauvres talents de dactylo à deux doigts s'épuisent dans la frappe incertaine de déclarations ou d'exposés de la FEANF de Bordeaux et celle de sa maîtrise de lettres classiques. Des pauses tapioca au lait agrémenté de morceaux de pain, souvent rassis (régime monacal oblige) entrecoupent ces laborieuses séances...

Ghana

Dominique me présente des amis du Ghana voisin du Togo. Les deux pays sont unis par la chaleur lascive du quartier d'Afflao de Lomé qui imprègne la frontière. Étudiants en lettres, les Ghanéens partagent les convictions de gauche marquées par leur président Nkrumah. Chantre du panafricanisme, il a été une figure de la Tricontinentale (Afrique, Asie, Amérique du Sud) des années 1960, aux côtés du Marocain Mehdi Ben Barka. Nkrumah a été renversé en 1966 pendant un de ses voyages en Chine. Ben Barka a été enlevé à Paris, en plein Quartier latin, et assassiné en 1965.

L'un de ces amis ghanéens, Opocku Agyeman, toujours enjoué, achève sa thèse sur la négritude. Il me confie la dactylographie de la monumentale bibliographie qui la conclut. Il va enseigner la littérature francophone à son retour au pays, à l'université de Cape Coast comme Atta Britwum, un de ses compagnons bordelais. Britwum va assurer la direction du musée (je crois) de cette ville associé à l'ancienne Maison des esclaves. Je croise aussi un de leurs aînés, le docteur Christian Kéli Nordor, président de la FEANF à Bordeaux en 1968. Dominique l'a connu quelques années plus tôt au collège catholique de Lomé. Je vais le retrouver bien plus tard, au temps de Jerry Rawlings quand il représente son pays

dans le Burkina Faso de Thomas Sankara. Il a été nommé ambassadeur du Ghana en France en 1994.

Dernier petit boulot de deux mois dans une usine de Blanquefort pour Dominique à qui j'ai passé mon Solex. À la rentrée scolaire de 1970, il est nommé professeur de lettres au lycée de Lama-Kara, fief du président Étienne Gnassingbé. Ancien d'Indochine, impliqué dans l'assassinat en 1963 du premier président Sylvanus Olympio (en délicatesse avec la France gaulliste et ses services secrets), Gnassingbé structure la dictature initiée par son coup d'État de 1967 autour d'un parti unique, le Rassemblement du peuple togolais, le RPT. Un de ses fils, Faure Gnassingbé, la perpétue après la mort de son père en 2005. En 2012, le RPT est devenu l'UNIR, Union pour la République. Cruauté des mots quand on sait que la même famille est au pouvoir depuis plus de cinquante ans, dans la complicité ou l'indifférence des autorités politiques les plus policées du monde !

Culture

Soirées théâtrales, soirées cinéma sont l'occasion de passer des messages de façon plus conviviale que les austères assemblées générales ou les conférences-débats (peu propices aux amourettes). Je découvre *Les derniers jours de Lat Dior* d'Amadou Cissé Dia, qui célèbre l'émblématique résistant à la pénétration coloniale française au Sénégal dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle. La pièce a été créée au Festival des arts nègres à Dakar en 1965. Les militants de la FEANF la jouent religieusement, même si son auteur est désormais président de l'Assemblée nationale d'un régime néocolonial. Dominique va nous quitter l'année suivante, le dernier jour d'août 1970. Une fraternelle amitié nous lie encore aujourd'hui, moi dans ma banlieue parisienne du Val-de-Marne, lui aux Pays-Bas, à Veghel, près d'Eindhoven. Il y a été envoyé en 1997 avec son épouse et leurs quatre enfants par le Haut-Commissariat aux Réfugiés (agence de l'ONU) après plusieurs années de vie clandestine au Bénin. Il y vit un exil sans fin, toujours obsédé par

l'idée du retour définitif au Togo, la tête pleine de ses rêves de démocratie.

Mon compagnonnage avec la FEANF m'ouvre aussi des horizons culturels qui mènent aux bals chaleureux organisés dans la grande salle polyvalente du village 3. La musique est dominée par les rumbas congolaises de Grand Kallé et l'African Jazz ou de l'African Fiesta de l'immense Rochereau que ses sympathies lumumbistes éloignent de son pays embrigadé par Mobutu. Ces rendez-vous ont aussi le goût douxcreux de bières légères et bon marché accompagnées de brochettes pimentées et de beignets. Le bar et la danse entretiennent la drague, précipitent le retrait inopiné de quelques camarades qui se découvrent des « séances de travail » à tenir ou des « actions isolées » à mener ou des « replis stratégiques » à orchestrer.

JB est le premier à me parler des *Bouts de bois de Dieu*, roman d'Ousmane Sembène (paru en 1960) sur la grève, en 1947-48, des cheminots africains de la ligne Dakar-Niger (toujours figée à Bamako à ce jour !). Ils revendiquaient l'égalité des droits avec les cheminots français. Je lis dans la foulée *Le docker noir* inspiré de la propre expérience de Sembène à son arrivée à Marseille, et aussi *Ô pays, mon beau peuple !*

JB me recommande aussi *Peau noire, masques blancs* du Martiniquais Frantz Fanon dont la radicalité m'ébranle.

Psychiatre au nouvel hôpital de Blida dès la fin de 1953, il y a épousé la cause de l'indépendance algérienne en militant au Front de libération nationale (FLN) et choisi d'être algérien. De son vécu au cœur d'une terre et d'un peuple s'arc-boutant contre le régime colonial de la France sont nés en 1959 *L'an V de la révolution algérienne*, et *Les damnés de la terre*. Le feu ardent de sa trop courte vie de braises allumées à Fort-de-France le 20 juillet 1925 s'éteint le 6 décembre 1961, étouffé par une leucémie, dans un hôpital de Washington où il a été évacué. En présence du vice-président du Gouvernement provisoire de la république algérienne (GPRA), il est officiellement enterré, six jours plus tard, en terre africaine, en Algérie, tout près de la frontière tunisienne, trois mois

seulement avant la signature des accords d'Évian et du cessez-le-feu du 19 mars 1962.

Dans le cadre des activités de la FEANF, Dominique Zoumaro (avant son départ) a mis à l'affiche dans un amphi de la Faculté des lettres de Bordeaux le film *Le mandat*, du même Ousmane Sembène qui a achevé sa formation de cinéaste à Moscou. Réalisé en 1968, distingué à Venise en 1969, il a été boudé par la grande distribution. Les temps n'ont pas vraiment beaucoup changé pour les cinéastes africains de talent... Des documentaires militants sur les luttes armées de libération nationale dans les colonies portugaises rendent hommage à leurs figures de proue, Amilcar Cabral en Guinée-Bissau et au Cap-Vert, Agostinho Neto en Angola ou Samora Machel au Mozambique. Ils alimentent des débats passionnés d'un public emporté par les surenchères radicales...

Peu d'étudiants français s'intéressent à toutes ces initiatives politiques ou culturelles prises par les étudiants africains. Pourtant, l'éternel couplet sur la solidarité internationale n'est jamais omis à la toute fin des déclarations écrites ou des discours enflammés des révolutionnaires gaulois. Le castrisme, le guévarisme, la lutte du peuple palestinien, celles des dissidents d'Union soviétique semblent plus présents dans leurs esprits tourmentés.

Tchad

Aux guerres cachées (comme au Cameroun) de l'armée française déclenchées pendant la période coloniale ont succédé des opérations militaires brutales. Au Tchad, dès la fin du mois d'août 1968, le général de Gaulle a envoyé (dans le plus grand secret) des soldats français mater l'insurrection armée du Front de libération nationale du Tchad, le Frolinat, au nord du pays. Il engage le corps expéditionnaire de l'opération Limousin en avril 1969. En 1970, se constitue à Bordeaux le Comité Martinez du nom d'un citoyen français refusant de partir au Tchad en tant qu'appelé.

Assez marginal (les animateurs se heurtent à un mur d'indifférence), ce comité organise vaillamment des manifestations de quelques dizaines de personnes dans les rues de Bordeaux pour dénoncer l'intervention française. Je m'y associe une ou deux fois, mais me sens très seul et peu à l'aise parmi des militants anarchisants que mes camarades africains considèrent avec méfiance. C'est pour moi le prélude à un engagement de cinq décennies contre la politique de la France dans ce pays. Au Tchad, l'État français (conduit par la droite ou la gauche) a toujours pactisé et apporté son soutien à tous les régimes dictatoriaux. Récemment encore, un de ses éminents ministres d'Emmanuel Macron a manifesté une veule complicité politique, voire une amitié intéressée, avec un de ces derniers.

Mada et Outre-mer

À l'université de Bordeaux, je trempe aussi dans l'outre-mer et ses îles. Je croise la route du Comité de liaison des étudiants en février 1969. Il est le creuset d'échanges avec des camarades venus de la Guadeloupe et de la Martinique, mais aussi d'Haïti (pour ce qui est des îles), de la Guyane voisine du Brésil, ainsi que de l'océan Indien, surtout de Madagascar. Les Réunionnais et les Comoriens sont plutôt regroupés dans l'académie d'Aix-Marseille, j'en rencontre peu.

L'Association des étudiants originaires de Madagascar (AEOM) créée dès 1934, seize ans avant la FEANF, agit de façon autonome, mais entretient à Bordeaux de bons rapports avec la Fédération. Je me souviens de deux moments forts. Lors d'un rassemblement commun, tenu le 29 mars 1971, date anniversaire de l'éclatement de l'insurrection de 1947 contre l'ordre colonial à Madagascar, j'apprends l'épouvantable répression du peuple malgache par l'armée française. Elle a fait des dizaines et des dizaines de milliers de morts. Le bilan officiel établi en 1950 par les autorités coloniales françaises s'élève à 11 342 morts.

Les docteurs Joseph Raseta et Joseph Ravohangy-Andrianavalona, deux des trois parlementaires malgaches élus en 1946 sous l'étiquette du Mouvement démocratique de la rénovation malgache (MDRM) ont été condamnés à mort le 4 octobre 1948. Le troisième, le poète Jacques Rabemananjara, écope de travaux forcés à perpétuité. Graciés en juillet 1949 puis amnistiés en 1956, ils sont maintenus en liberté surveillée sur le sol français. Ils n'ont pu rejoindre leur pays qu'en juillet 1960 ! Ils y ont été triomphalement accueillis quelques semaines après la proclamation de l'indépendance par le président Philibert Tsiranana le 26 juin. Pourtant le MDRM n'avait pas soutenu l'insurrection dont la plupart des chefs ont été tués dans les affrontements ou exécutés sans procès...

En mai 1972, douze ans après son indépendance, la Grande île se soulève à nouveau, cette fois contre « l'ordre néocolonial ». Un nouveau débat est organisé. La fermeture de la base navale militaire française de Diégo-Suarez (l'actuelle Antsiranana) et le retrait de Madagascar de la Zone franc nous font célébrer dans l'enthousiasme (dans cette même salle polyvalente du village 3) ce que l'on appelle la « deuxième indépendance de Madagascar ».

Pour notre génération, l'histoire enseignée dans les écoles et lycées s'arrête à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Cruel symbole que ce 8 mai 1945. Il n'est pour nous qu'un jour de victoire contre le nazisme et le fascisme, alors qu'en Algérie, à Sétif, Guelma et Kherrata, la mort est donnée par des balles françaises à ceux qui ont participé à cette libération et rêvent d'indépendance. Peu avant, des tirailleurs sénégalais sont massacrés au camp de Thiaroye le 1^{er} décembre 1944. Les insurgés de Madagascar ont vécu le même sort tragique et ont été effacés par la brutalité mémorielle !

Dans la Caraïbe, l'Association générale des étudiants guadeloupéens (AGEG), l'Association générale des étudiants martiniquais (AGEM) ou l'Union des étudiants guyanais (UEG) sont acquises aux thèses de l'indépendance dans un contexte historique bien particulier. Nombre de responsables de l'AGEG et de l'AGEM